



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Réforme de l'assurance chômage

Question au Gouvernement n° 3796

Texte de la question

RÉFORME DE L'ASSURANCE CHÔMAGE

M. le président. La parole est à M. Stéphane Peu.

M. Stéphane Peu. Ma question s'adresse à Mme la ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion. Ceux de nos compatriotes qui pensaient que la violence de la crise que nous traversons vous ferait renoncer à vos projets les plus rétrogrades en sont pour leur frais. Avec obstination, contre l'avis unanime des syndicats, contre celui du Conseil d'État qui a retoqué votre premier décret au nom de l'égalité, contre le bon sens même et sans réelle étude d'impact, vous soumettez de force le pays à votre réforme de l'assurance chômage, qui va réduire drastiquement et immédiatement les ressources de 850 000 chômeurs, à commencer par les plus précaires et les plus jeunes. *(Applaudissements sur les bancs des groupes GDR, FI et SOC.)*

Toujours prisonniers de vos croyances, vous faites comme si le chômage était un choix, comme s'il suffisait de traverser la rue pour trouver un travail. Toujours prisonniers de votre philosophie politique, vous recherchez les économies sur le dos des plus fragiles, quand vous pourriez, comme nous vous l'avons proposé, comme le souhaite une majorité de Français et comme le suggèrent des personnalités telles que Louis Gallois, faire porter l'effort sur les plus riches par un impôt de solidarité spécial covid-19.

M. Boris Vallaud. Il a raison !

M. Fabien Di Filippo. Il y a déjà assez d'impôts !

M. Stéphane Peu. Ne voyez-vous pas que si la France a pu compter sur ses services publics et son modèle social pour amortir la crise, il faut tout faire pour les préserver et pour les améliorer ?

L'ombre de la crise qui a profondément creusé les inégalités ne s'est pas éloignée. L'avenir reste une source d'incertitudes et d'angoisses pour beaucoup. Nous comptons déjà des centaines de milliers de chômeurs de plus et, vous le savez, ce mouvement s'amplifie. Ont-ils moins besoin d'attention, de solidarité et de perspectives ? Tout indique, au contraire, qu'il n'y a pas pire période pour cette réforme et que votre projet est un contresens historique.

Madame la ministre, nous ne sommes pas assez naïfs pour attendre de vous une réforme « de gauche ».

M. Pierre Cordier. Pourtant, elle est de gauche !

M. Stéphane Peu. Mais, au moins, remisez votre projet et cessez de mettre à mal notre République sociale ! *(Applaudissements sur les bancs des groupes GDR, FI et SOC.)*

M. le président. La parole est à Mme la ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion.

M. Fabien Di Filippo. Une vraie ministre de gauche !

Mme Élisabeth Borne, ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion. Disons-le clairement : hier, aujourd'hui ou demain, pour vous, cela n'est jamais le moment de réformer l'assurance chômage. (Vives protestations sur les bancs du groupe GDR.)

Pourtant, le système actuel n'est pas satisfaisant : il a montré ses limites avec la covid-19, il n'a pas empêché la précarité de ceux qui enchaînent des contrats courts et des périodes de chômage.

M. Fabien Roussel. Vous faites la chasse aux contrats courts !

M. Stéphane Peu. 850 000 chômeurs en plus !

Mme Élisabeth Borne, ministre . Certains employeurs en abusent, au détriment des salariés et aux frais des autres cotisants et du contribuable. Nous devons donc réformer ce système pour repartir sur des bases plus justes lorsque la reprise sera là. (*Protestations sur les bancs du groupe GDR.*)

Je ne peux pas vous laisser dire que ce Gouvernement n'est pas attentif à la situation des plus fragiles : nous avons prolongé les droits des demandeurs d'emploi, arrivés en fin de droits en novembre, pour un coût de plus de 1,5 milliard d'euros ; nous avons créé une garantie de revenu de 900 euros (*Mme Elsa Faucillon proteste*) pour les travailleurs précaires – plus de 640 000 demandeurs d'emploi bénéficient de ce dispositif d'urgence pour lequel nous mobilisons plus de 1,2 milliard d'euros – que nous avons décidé de prolonger jusqu'à fin mai ; nous allons travailler sur les causes de la précarité (*Protestations sur les bancs des groupes GDR, FI et SOC*) avec les partenaires sociaux et les branches professionnelles concernées et une mission parlementaire dédiée à ces questions rendra ses travaux d'ici à l'été – je salue votre collègue Jean-François Mbaye qui y participe.

M. Stéphane Peu. Ce sont toujours les mêmes qui paient !

Mme Élisabeth Borne, ministre . Ma conviction est que le recours aux contrats courts n'est pas une fatalité si l'on sait s'attaquer concrètement aux causes de ce phénomène. Depuis plus d'un an,...

M. David Habib. Cela fait quatre ans que vous êtes au pouvoir !

Mme Élisabeth Borne, ministrele Gouvernement mobilise des moyens inédits pour lutter contre le chômage et la précarité ; il n'a de leçons à recevoir de personne sur la protection des plus fragiles. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM. – M. André Chassaigne proteste.*)

Données clés

Auteur : [M. Stéphane Peu](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (2^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3796

Rubrique : Chômage

Ministère interrogé : Travail, emploi et insertion

Ministère attributaire : Travail, emploi et insertion

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [3 mars 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [3 mars 2021](#)